

Radicalement Européen !

Ce sont les politiques néo-libérales mises en œuvre depuis plus de vingt ans qui sont responsables de l'enlisement du projet Européen. Pour en sortir, une attitude radicale s'impose. Radicale, car il nous faut revenir à la « racine » de la construction européenne pour comprendre en quoi ce projet a été perverti par les néo-libéraux. Radicale, car c'est la mobilisation solidaire des peuples européens contre le capitalisme financier qui pourra redonner sens à la construction européenne.

Des citoyens travaillant au sein des Institutions Européennes peuvent, doivent, contribuer à cette mobilisation.

Un constat alarmant

Le projet européen tel qu'il se donne à voir suscite de moins en moins d'enthousiasme de la part des citoyens, en témoigne leur participation de plus en plus faible aux élections Européennes. Les mesures drastiques de compression des budgets publics auxquelles sont soumis les peuples européens ne vont pas améliorer cette situation. Il y a bien, en cette période de crise, un besoin diffus d'Europe, une intuition que la gravité et la dimension de la crise nécessitent une réponse à l'échelle continentale. Mais, ni ce besoin, ni cette prise de conscience diffuse, ne se traduisent pour l'instant par une espérance européenne. Et partout, ce vide d'espérance laisse place à la régression vers des égoïsmes nationalistes, voire ultra régionalistes ! L'Europe court de plus en plus le risque d'être perçue comme une partie du problème et non pas comme sa solution. On entend et l'on entendra de plus en plus fort que « c'est à cause de l'Europe si les services publics sont attaqués », « c'est de la faute de Bruxelles si ce qui reste de notre tissu industriel est délocalisé », « c'est à cause de l'Europe si les Etats sont soumis à une austérité de moins en moins supportable par les plus vulnérables ». Et ce désamour pour l'Europe se diffuse au sein même de ceux qui travaillent pour les institutions européennes. À la fierté de travailler pour un projet mobilisateur, se substituent une certaine culpabilité, un besoin de se retrancher plutôt que de s'engager. Illisible pour le citoyen, la politique Européenne est démobilisatrice pour ceux-la même qui sont sensés la mettre en œuvre. S'il y a une élite européenne, celle-ci donne l'impression d'être entrée dans une sorte de léthargie. Et l'on aura beau répéter les mantras habituels tels que « chaque crise renforce l'Europe », on sent bien que la foi n'y est plus. On sent bien que la dynamique européenne n'est plus là, comme si son cours s'était perdu dans des méandres incompréhensibles. Comment retrouver ce cours ?

Revenir à la racine du projet Européen

Revenons à la racine de la dynamique européenne pour mieux comprendre comment une trajectoire, prometteuse à ses débuts, nous a menés dans l'impasse où nous sommes.

Le projet européen naît dans un contexte historique où, par nécessité, la volonté politique primait sur le marché. Il fallait reconstruire des pays dévastés par la guerre et l'on n'attendait pas que les « forces du marché » s'en chargent ! Au sortir de la guerre, la classe politique dans son ensemble, se méfie de la « finance ». Les décideurs politiques de gauche ou de droite ont en mémoire le krach de Wall Street du 24 octobre 1929 qui provoqua une grave crise économique et sociale aux Etats-Unis avant de se propager à l'ensemble du monde où il toucha très durement l'Europe. Ils se souviennent que, durant cette période, les peuples perdirent confiance en leurs gouvernements ce qui encouragea la montée du nazisme et du fascisme qui mèneront à la guerre.

Après la guerre, Monnet fut d'abord le père de la « planification à la française » : l'Etat réalise les équipements structurants essentiels, il est garant d'un cadre qui s'impose au marché.

Pendant près de 30 ans la planification est perçue par tous comme un instrument indispensable qui n'avait rien à voir avec une administration de l'économie à la Soviétique. La planification à la Française, conçue et mise en œuvre par Jean Monnet, n'est ni autoritaire, ni centralisée, elle est le résultat d'une négociation régulière, notamment avec les partenaires sociaux. Dans les pays fondateurs de la Communauté Européenne et pendant les « trente glorieuses », marché, planification et solidarité iront ensemble. Car la croissance et le développement s'appuient sur de grands instruments de solidarité et de protection sociale ; assurance maladie, retraite, assurance-chômage. Pendant cette période la législation du travail est le résultat d'un compromis entre les syndicats, le patronat et l'Etat. Des progrès sociaux sont faits ; garantie d'un salaire minimum, conventions collectives, réduction de la durée du travail... Il existe de fortes tensions entre la classe ouvrière et la classe propriétaire du capital. Mais les oppositions entre salariés organisés et patronat semblent participer d'un cercle vertueux. Les intérêts sont contradictoires, mais cette contradiction-dialectique fait avancer l'ensemble de la société. Que l'on soit de droite ou de gauche, on a la conviction qu'une marche vers des jours meilleurs est en cours.

Pour les uns, les contradictions entre le travail et le capital sont structurelles, elles ne se résoudront que par un dépassement du capitalisme. Ceux-ci interprètent les avancées sociales comme des conquêtes arrachées de haute lutte.

Pour les autres, s'il y a des contradictions, elles ne sont que conjoncturelles et le capitalisme régulé démontrera sa supériorité sur tout autre modèle; croissance, augmentation du niveau de vie, réduction des inégalités, partage équitable de la valeur ajoutée entre actionnaires, salariés et investissement.

Le génie de Monnet aura été d'essayer de transposer au niveau européen ce modèle de capitalisme administré. Il le fera pour des raisons politiques et économiques, en utilisant le fonctionnalisme comme méthode. À la dynamique de progrès qui résulte de la contradiction-dialectique entre le travail et le capital, il superposera une deuxième dynamique d'intégration européenne, qui résulte de la contradiction, dialectique aussi, entre le communautaire et l'intergouvernemental. Cette deuxième dynamique est justifiée par la nécessité de consolider la paix en partageant, entre anciens belligérants, des intérêts communs essentiels. C'est aussi une réaction face à la menace du bloc communiste qu'il faut contenir.

Pour le patronat et certains partis de droite la construction européenne permet l'ouverture progressive d'un grand marché, elle autorise des économies d'échelle, une rationalisation de la production. Pour les capitalistes, la construction européenne est surtout perçue comme un moyen de se libérer de l'étroitesse des territoires nationaux.

Les racines pro-européennes du mouvement ouvrier

Pour le mouvement ouvrier, la construction Européenne pouvait se concevoir comme une étape de plus vers une organisation internationale. Ce mouvement était en tout cas dépositaire d'un précieux héritage pro européen qui remonte à l'origine de la gauche :

- En 1849, Victor Hugo appelle à la création des Etats-Unis d'Europe : « Elle s'appellera l'Europe au XXI siècle, et, aux siècles suivants, plus transfigurée encore, elle s'appellera l'Humanité ».
- En 1863, Proudhon imagine une Europe confédérale dotée d'un budget, de diverses agences, d'une cour de justice et organisant un marché commun ; « Cette organisation ne peut être mise en place que grâce à la volonté des citoyens et au temps »
- En 1870, l'Association internationale des travailleurs en France s'adresse aux prolétaires allemands : « tendons-nous la main, oublions les crimes militaires que les despotes nous ont fait commettre, les uns contre les autres. Proclamons : la liberté, l'égalité, la fraternité des peuples. Par notre alliance, fondons les États-Unis d'Europe ».

- En 1914, à la veille de son assassinat, Jean Jaurès proclame : « Il n'y a plus, au moment où nous sommes menacés de meurtre et de sauvagerie, qu'une chance pour le maintien de la paix et le salut de la civilisation. C'est que le prolétariat rassemble toutes ses forces qui comptent un grand nombre de frères, Français, Anglais, Allemands, Italiens, Russes et que nous demandions à ces milliers d'hommes de s'unir pour que le battement unanime de leurs cœurs écarte l'horrible cauchemar ».
- Avant la seconde guerre mondiale certains courants du mouvement ouvrier avançaient le mot d'ordre « d'Etats-Unis socialistes d'Europe ».

Ces quelques phrases proclament les valeurs essentielles de l'Europe à venir; la solidarité entre les peuples, le nécessaire dépassement des frontières, l'espérance en une organisation européenne garante de la paix et de la liberté. Il faudra deux guerres mondiales pour que ces valeurs soient renouvelées et constituent les principes essentiels de la construction européenne.

Une expérience unique de trente ans

Mais ce n'est pas l'héritage de gauche qui sera repris lors du lancement de la construction Européenne en 1951. C'est grâce à l'impulsion de libéraux intelligents, adeptes d'un capitalisme régulé, que l'Europe fit son chemin, se renforça, s'élargit. Pendant plus de trente ans, elle représente une expérience unique d'intégration avec un modèle social particulier. La politique du charbon et de l'acier, puis la politique agricole commune sont administrées dans le cadre d'une sorte de co-gestion qui associe au niveau européen les représentants du patronat et des syndicats, les représentants socioprofessionnels agricoles.

Malgré les chocs pétroliers de 1973 et de 1979, ce processus de construction européenne se poursuit et arrive à son apogée à la fin des années 1980. L'équilibre instable et dynamique entre une puissance publique régulatrice d'un côté et les forces du marché de l'autre se maintient jusqu'au moment où ces dernières vont s'émanciper et imposer leur loi à l'ensemble de la société. Une dernière tentative de réconciliation entre travail et capital est tentée sous la présidence de Delors qui, tout en parachevant le marché unique, veut renouveler l'alliance entre « la compétition qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit ». Mais la libre circulation des capitaux et des marchandises, le desserrement des contraintes qui étaient imposées par les Etats (via le niveau européen) vont permettre au capital financier de prendre définitivement le dessus sur le travail. L'hégémonie idéologique des néo-libéraux et la chute du mur vont contribuer à supprimer

encore plus les freins qui s'opposaient « au libre fonctionnement auto régulateur des marchés ».

C'est au moment où la dynamique vertueuse issue de la coopération conflictuelle entre les forces du travail et celles du capital se casse, que l'autre dynamique résultant de la coopération conflictuelle entre le communautaire et l'intergouvernemental s'enraye. Schuman et Monnet avaient lancé le processus de construction européenne en expliquant que l'Europe se ferait à petits pas grâce à des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait. Ils expliquaient qu'il ne s'agissait pas d'une construction d'ensemble suivant un plan pré-établi, mais plutôt d'un processus évolutif. Cependant, il était bien question de réaliser les « premières assises concrètes d'une Fédération européenne³⁸ ». L'objectif fédéral était fixé, sans que le chemin pour y arriver soit défini à priori. Jusqu'au milieu des années 90, le système institutionnel européen était constitué de différentes composantes qui pouvaient être perçues comme constituant l'amorce d'un Etat fédéral; le Parlement Européen et le Conseil pouvant être les prémices d'un système parlementaire bicaméral³⁹, la Commission comme l'embryon d'un futur gouvernement. Mais la trajectoire prise par la construction européenne va de plus en plus s'éloigner de cette vision; le Traité de Lisbonne qui, dans le domaine essentiel de la politique étrangère de l'Union, fusionne le Conseil et la Commission dans une nouvelle institution hybride, le Service Européen d'Action Extérieure, constitue le tournant, le verrou, interdisant une évolution vers un système fédéral. C'est en effet une nouveauté qui interdit la nécessaire tension dynamique entre le communautaire et l'intergouvernemental, et consacre l'aspect irrémédiablement non-communautaire des relations extérieures.

En réalité, la question qui se pose, c'est l'incompatibilité entre l'idéologie néo-libérale et le parachèvement de la construction européenne. On ne peut pas en même temps prôner les valeurs de compétition, de suprématie du privé sur le public et adhérer à un projet qui vise à constituer un grand service public européen qui mettrait en œuvre des politiques de solidarité !

La contamination du projet européen par le virus néo-libéral

Cette idéologie néo-libérale va pourtant devenir hégémonique au sein même de la fonction publique, basée sur une détestation commune du « public » prétendument trop cher et inefficace. Cette

³⁸ Robert Schuman, déclaration du 9 mai 1950

³⁹ Les fédérations ont généralement un système bicaméral. Une chambre représente la population; l'autre, les États.

vision considère que les vieux systèmes publics de solidarité sont bureaucratisés jusqu'à la moelle, qu'ils coûtent cher et entravent les initiatives ! Sur cette lancée, elle préconise donc d'appliquer à la fonction publique des recettes inspirées du management des grandes entreprises : valorisation de la performance individuelle, culture du résultat, privatisation des tâches susceptibles d'être externalisées, remise en cause des statuts de la fonction publique, recours massif à des contrats à durée déterminée plutôt qu'à des titularisations, coaching des managers. Partout règne la nouvelle religion de la compétition, de l'évaluation, des avantages comparatifs.

L'abandon apparent des idéologies masque en réalité l'hégémonie d'une seule idéologie: celle du néo-libéralisme triomphant. [...]

Partout nos grands dirigeants européens considèrent que si une régulation est nécessaire, l'essentiel reste malgré tout de satisfaire les attentes du marché seules à même d'optimiser et de rationaliser les allocations des capitaux vers les projets les plus compétitifs. La dernière crise financière de 2008 n'a pas ébranlé ces certitudes. D'ailleurs ils ne sont pas loin de penser que le capitalisme a digéré la crise, comme en témoignent les très bons résultats des grands groupes européens : les groupes du CAC 40 par exemple vont verser 40 milliards d'euros de dividendes au titre de l'année 2010 soit un net progrès par rapport à 2009 (35 milliards) ainsi qu'à 2008 (36.6 milliards). Pendant ce temps, l'UE et le FMI imposent (ou vont imposer) de véritables plans d'ajustement structurel aux peuples grec, irlandais, portugais, espagnol....

Les dégâts du néo-libéralisme en Europe

Comportement rationnel des marchés financiers ? Capacité de ces marchés à s'autoréguler ?

En Europe, selon le comité européen des régulateurs boursiers (CESR) 40% des volumes échangés sur les marchés d'actions européens sont exécutés automatiquement grâce à des algorithmes qui ont la capacité de passer et de retirer des ordres en une fraction de seconde. Ainsi, subordonner les interventions publiques aux contraintes des marchés revient à subordonner le débat démocratique à des algorithmes !

Ce sont ces mêmes marchés européens qui mettent en danger l'Euro. On observe que pour l'essentiel, la zone euro est attaquée non de l'extérieur par des fonds spéculatifs américains ou chinois, mais de l'intérieur par ses propres banques, assurances, fonds de pension, gérants de patrimoine, établissements financiers divers qui possèdent la très grande majorité de la dette européenne, qui font grimper les taux d'intérêt, acculant certains pays de la zone à la faillite. Ce sont ces mêmes marchés européens qui ont acculé la

Grèce et l'Espagne à faire appel à la Chine pour racheter leurs dettes souveraines !

On voit bien que dans ce contexte, un projet européen reposant sur la solidarité nécessiterait un changement radical d'orientation.

Il n'est plus possible de faire adhérer les peuples au projet européen, si celui-ci ne s'attaque pas aux inégalités croissantes. Car les effets désastreux des traitements néolibéraux sont là :

- D'après la Commission Européenne⁴⁰, la part des salaires dans le PIB a chuté de 8,6% entre 1983 et 2006.

- D'après un autre rapport⁴¹ de la Commission Européenne, il est maintenant incontestable qu'en Europe les inégalités socio-économiques ont fortement augmenté et ceci malgré une croissance économique soutenue depuis les années 80. Ce rapport souligne que « les recherches en sciences sociales ont démontré une claire corrélation entre augmentation des inégalités et accroissement de la violence, diminution du niveau d'éducation et augmentation des taux de mortalités ».

Qu'est devenu notre « modèle européen de cohésion économique et sociale »? Il a été remplacé par un modèle :

- Où la richesse produite va de moins en moins vers les salariés mais de plus en plus vers un groupe social ultra-minoritaire.

- Où les déséquilibres socio-économiques ne sont plus contrebalancés par une action du secteur public, alors même que ce même secteur public a été sollicité pour éviter l'écroulement du système bancaire en 2008.

- Où les bénéficiaires sont privatisés et les pertes socialisées.

- Où, afin renforcer notre compétitivité, les institutions publiques (Européennes, Nationales, Régionales et Locales) doivent éliminer leur mauvaise graisse (les fonctionnaires !) pour réduire leurs dépenses.

- Où ces mêmes Etats doivent se livrer à une compétition afin d'attirer les investissements directs étrangers les plus profitables. C'est cette compétition entre les Etats qui les incitent à baisser leur taux d'imposition sur les sociétés, les hauts revenus et les patrimoines.

En réalité ce ne sont pas les augmentations de dépenses publiques qui sont à l'origine de la dette publique : en proportion du PIB les dépenses publiques en Europe sont stables ou en baisse depuis

⁴⁰ Le Fonds monétaire international (FMI) estime que dans les pays membres du G7, la part des salaires dans le produit intérieur brut (PIB) a baissé de 5,8 % entre 1983 et 2006. D'après la Commission européenne, au sein de l'Europe cette fois, cette part a chuté de 8,6 %. Et, en France, de 9,3 %.

⁴¹ 2010 Socio-economic Sciences and Humanities EUR 24471 EN

1990. En revanche, la baisse des taux d'imposition jointe à la prise en charge par les Etats des plans de sauvetage de la finance, ont constitué un cocktail faisant exploser la dette publique : le déficit public moyen dans la zone euro était de 0,6% du PIB en 2007, il atteindra 7% en 2010. Pendant la même période, la dette publique est passée de 66% à 84% du PIB !

Une autre Europe à construire

Une autre Europe est donc nécessaire. À l'évidence elle nécessitera un droit d'inventaire sur les Traités et politiques menées depuis les années 90 !

Il faut défricher de nouvelles voies permettant de refonder un projet européen tombée dans l'ornière néo-libérale depuis plus de vingt ans. Il faut simultanément prendre le problème par les deux bouts. D'un bout mener une réflexion théorique sur ce que pourrait être un autre projet européen. De l'autre, mener un travail pratique pour refuser l'application au sein des Institutions Européennes de recettes managériales et comptables d'inspiration néo-libérales.

D'un bout, **engager une réflexion théorique et un débat sur les axes d'un nouveau projet européen** capable de nous émanciper des soit disant *logiques des marchés*. Des questions clefs devraient être débattues telles que :

- Quels grands chantiers écologiques et sociaux devraient être lancés (réseau européen de voies ferrées, grand programme d'investissement dans les énergies renouvelables ...) ?
- Quels grands services publics européens devraient être constitués (par exemple un service public postal européen ou un service européen de l'eau...)
- Quelle législation européenne contraignante devrait limiter la circulation des capitaux, les taxer et éviter leur volatilité ?
- Comment empêcher les spéculations sur les produits alimentaires?
- Comment éviter que les échanges économiques soient basés sur une compétition entre territoires, entre régimes sociaux, entre régimes fiscaux ?
- Comment réintroduire les principes de solidarité et soutien à l'émancipation des peuples dans une réelle politique de développement
- etc...

De l'autre bout, **au sein des Institutions Européennes elles-mêmes** il faut :

- Dénoncer et se battre contre la mise en œuvre dans le service public européen des techniques managériales inspirées par les pratiques des grands groupes privés
- Lutter contre les stratégies de destruction de l'unité de la FPE qui prennent des formes multiples : processus en cours de *découpe* de

la Commission en multiples agences autonomes (ce qui rappelle la restructuration des grandes entreprises en centres de profits autonomes), destruction de l'unité du personnel grâce au recours au personnel à statut précaire ou dévalorisé.

- Développer des solidarités et en priorité avec les plus vulnérables afin de reconstruire une réelle communauté d'intérêt commun
- Refuser l'application, ici comme ailleurs en Europe, de mesures d'austérité qui ne répondent pas à la gravité de la crise, mais sont là pour maintenir (ou accroître) une répartition de plus en plus inéquitable des richesses.
- Construire avec les syndicats professionnels et les collectifs présents au sein des Institutions européennes des partenariats avec les autres syndicats : partenariat avec la Confédération Européenne des Syndicats.

Redonner du sens au projet Européen, renouveler ses vraies valeurs, contribuer à la construction d'un projet européen solidaire, tout cela passe par une critique et une pratique radicalement européennes !